

Préface

Chaque société tient à ses idéaux et à ses mythes ; ainsi en va-t-il de la société militaire comme de la société politique. La révolution, le complot et l'insurrection ; la résistance, la déportation et la libération du territoire ; le défaitisme et le patriotisme ; la répression et la sécurité nationale ; l'ennemi intérieur et l'ennemi extérieur ; l'espionnage et le contre-espionnage ; le communisme et l'anticommunisme ; l'État et le système politique : autant de fils qui se nouent, dans le temps de la guerre étrangère et de la crainte de la guerre civile en France, au rythme des grandes crises nationales puis à l'heure de la Défaite.

Voilà maintenant trente ans que Georges Vidal consacre son œuvre d'historien à une compréhension profonde des relations des forces armées nationales au Parti communiste français et à l'URSS depuis la fin de la Première Guerre mondiale jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Avec son nouvel ouvrage, il délivre la dernière pièce d'une investigation de grande ampleur dans les archives policières, militaires, politiques et en particulier des archives du secrétariat de Jacques Duclos sur la direction clandestine du PCF pendant les années 1939-1944, même si des investigations complémentaires dans les archives du PCF du temps de guerre s'offrent encore.

Son interprétation prend place dans la riche historiographie des forces politiques à l'heure de la guerre, en France, dans la première moitié du xx^e siècle, en particulier dans le temps de l'invention du communisme français et de l'avènement de l'URSS durant la Grande Guerre. Que la genèse du communisme s'inscrive dans la guerre de 1914-1918, depuis les œuvres notamment d'Annie Kriegel, Jean-Jacques Becker, Marc Ferro et Alain Besançon provocatrices de travaux ultérieurs sur l'histoire des communistes, jusqu'à ceux de Stéphane Courtois, Marc Lazar, Françoise Thom, Frédéric Monier, Serge Wolikow, Pierre Broué, Guillaume Bourgeois ou Annette Wiewiorka parmi d'autres est bien connu. Elle s'écrit également dans l'histoire des structures nationales et internationales du communisme, des militants du PCF et des militantismes en particulier de la III^e Internationale, en France et à l'étranger, durant de la guerre de 1939-1945. Cette grande investigation achève de convaincre que l'histoire nationale française est un bloc politique et militaire, de 1914 à 1945.

L'originalité de l'approche de Georges Vidal est désormais bien établie, par une compréhension des armées françaises au communisme, des cultures politiques à la défense nationale, des militaires – d'abord au sens des officiers – aux militants et aux dirigeants communistes, dans la trame événementielle des trente premières années d'histoire de l'Union soviétique. D'une guerre à l'autre, la grande lueur qui se lève à l'Est est la fabrique d'attentes déçues de la révolution aussi bien que d'actions et de

fantasmes visant à la déjouer. Son analyse croise tour à tour, par les échelles d'une architecture savante, la guerre et la paix, la défense et la trahison de la nation, la mise en place et la vie d'une direction clandestine du parti communiste français, du départ au retour en France de Maurice Thorez, la défaite et la résistance, déshabillée de ses mythes les plus tenaces. Il y a également les instructions et les actions de Moscou dans le temps de l'alliance soviétique de 1939 avec les nazis, puis de la guerre avec l'Allemagne au tournant de l'invasion de l'URSS en 1941, enfin des opérations de libération alliées de la Méditerranée et de l'Europe à compter de 1942-1943.

Dans la compréhension de la répression, de l'ordre public, de l'espionnage des années trente aux années quarante, Georges Vidal démonte avec brio les continuités et les radicalisations de la lutte de l'appareil policier et militaire de l'État contre l'appareil, désormais clandestin, du PCF et des communistes que celui-ci identifie à l'URSS. En 1940-1944, les pratiques militaires et policières, administratives et judiciaires s'héritent des techniques de surveillance et de répression des années d'avant-guerre. Entre espionnage et contre-espionnage, l'État secret se confronte désormais à l'État clandestin, entre Paris, Berlin et Moscou. Les retournements n'ont pas manqué pour le PCF et ses militants, arc-boutés, par antifascisme et tactique frontiste, sur une conception propre de la Défense nationale jusqu'à l'annonce du pacte germano-soviétique, drame de conscience pour nombre d'entre eux à l'image de Paul Nizan. Entrer en clandestinité politique, mourir en patriote français au printemps 1940, puis résister dès l'Armistice de juin 1940 à Vichy et à l'occupant allemand en des chronologies qui épousent la conscience personnelle avant ou après juin 1941, voilà une gamme d'attitudes qui sont commandées par des facteurs nationaux et internationaux contradictoires. Par crainte d'une insurrection à la faveur de la Défaite en 1940 et de la Libération en 1944, la défiance envers le PCF dans l'armée et la police, y compris dans leurs appareils de renseignement, ou au sein des institutions d'État en France, justifie une répression anticommuniste très marquée à compter du début de la guerre, contrepartie – ou correction – de son affaiblissement pendant le Front populaire et de l'interdiction du PCF en 1939.

Georges Vidal établit parfaitement les rythmes et les tournants d'un basculement de cette répression impitoyable en 1939-1940, puis après la défaite et l'installation du régime de Vichy en 1940-1941, avant que les communistes français ne deviennent une force montante de résistance intérieure et d'alliance pour les résistants gaullistes et autres. La crainte d'une insurrection communiste est, continûment, un totem de l'armée d'Armistice jusqu'en novembre 1942, l'étude venant ici compléter les travaux de Claude d'Abzac-Épezy sur l'armée de l'Air pendant la guerre (1997) et d'Odile Girardin-Thibeaud sur les amiraux de Vichy (2016) ; mais une hantise qui s'affaiblit en 1943-1944 chez les militaires, démontre Georges Vidal, qui ne traquent pas prioritairement les communistes pour privilégier alors l'action anti-insurrectionnelle. Si la lutte politique de Vichy contre le PCF se renforce de celle contre les Soviétiques en 1943-1944, il n'y a pas de recouvrement entre les missions de maintien de l'ordre et contre-insurrectionnelles, y compris dans le renseignement clandestin, données à l'armée et celles de la répression contre les résistances et terrorismes intérieurs confiées à la police et à la justice.

Tout aussi neuve s'affirme l'analyse par les militaires – étude de Beaufre mieux connu désormais par la thèse récente d'Hervé Pierre (2020) – des réflexions stratégiques

et diplomatiques au tournant de l'enlisement de la machine de guerre allemande en Russie en 1942-1943 interrogeant le choix du soutien de l'Allemagne par Vichy ou la recherche d'une alliance avec les Soviétiques. Au premier semestre de 1943, Moscou est l'alliée incontournable des Anglo-Saxons et le meilleur rempart au nazisme, qui va minorer le réflexe anticommuniste et antibolchévique. Les résistants communistes font oublier depuis 1942 le reproche militaire de défaitisme et d'antipatriotisme qui leur était destiné depuis 1939-1940. D'un autre côté, les relations de la France libre avec Moscou construisent un combat résistant antinazi commun qui change le regard et se nourrit de l'héroïsation des combattants de Normandie Niémen comme du sacrifice des Soviétiques. Non sans hésitations, la diplomatie russe du général de Gaulle vaut point d'appui dans les discussions avec les Anglo-Saxons en 1943-1944.

En refermant en 1945 le cycle des relations ouvert par la guerre de 1914-1918 entre l'armée, le communisme et la défense nationale en France, Georges Vidal parachève une contribution majeure à la compréhension de notre histoire nationale.

Olivier FORCADE, Sorbonne Université